

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 07 FEVRIER 2012

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., SENECAUT M., MICHEL D., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P., Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

Madame ROBETTE-DELPUTTE est excusée.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 DECEMBRE 2011 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Approuve, par 19 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 20 décembre 2011 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 20 JANVIER 2012 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 20 janvier 2012, à savoir : un montant de 1.239.130,10 €.

3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2011 DE LA SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE – SERVICE ORDINAIRE - AVIS

Présentation du dossier par l'Echevin des Finances.

D'après le budget initial : Recettes : 29.093,96
Recettes en plus : 2.055,00

D'après le budget initial : Dépenses : 29.093,96
Dépenses en plus : 2.055,00

Nouveau Résultat : Recettes : 31.148,96
Dépenses : 31.148,96

Le supplément communal s'élève à 7.487,24 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2011 de la Synode église protestante – Baudour-Herchies.

**4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DE L'EXERCICE 2011 DE LA
SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE – SERVICE
EXTRAORDINAIRE - AVIS**

Présentation du dossier par l'Echevin des Finances.

D'après le budget initial : Recettes : 31.148,96
Recettes en plus : 5.622,76

D'après le budget initial : Dépenses : 31.148,96
Dépenses en plus : 5.622,76

Nouveau Résultat : Recettes : 36.771,72
Dépenses : 36.771,72

Le supplément communal s'élève à 1.874,25 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2011 de la Synode église protestante – Baudour-Herchies.

**5. FINANCES – BUDGET DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE DES
SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 2012 –
APPROBATION**

Service ordinaire

Des recettes

Exercice propre	4.556.534,39 €
Exercices antérieurs	35.000,00 €
<u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u>	4.591.534,39 €
Prélèvements	0,00 €
TOTAL GENERAL	4.591.534,39 €

Des dépenses

Exercice propre	4.536.284,39 €
Exercices antérieurs	55.250,00 €

<u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u>	4.591.534,39€
Prélèvements	0,00 €
TOTAL GENERAL	4.591.534,39 €

Résultat présumé au 31/12/2012

0,00 €

Service extraordinaire

Des recettes

Exercice propre	675.000,00 €
Exercices antérieurs	138.982,47 €
<u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u>	813.982,47 €
Prélèvements	0,00 €
TOTAL GENERAL	813.982,47 €

Des dépenses

Exercice propre	675.000,00 €
Exercices antérieurs	0,00 €
<u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u>	675.000,00 €
Prélèvements	138.982,47 €
TOTAL GENERAL	813.982,47 €

Résultat présumé au 31/12/2012

0,00 €

La part communale, au service ordinaire, est arrêtée au montant de 1.167.000,00 €.

Présentation par l'Echevin des Finances qui passe la parole au Président du C.P.A.S. :

Madame la Bourgmestre, Chers Collègues,

Les chiffres du budget 2012, appuyés par les différents rapports et statistiques, démontrent, d'une part, que l'action du Centre vise à satisfaire les besoins de l'ensemble de la population jurbisienne et, d'autre part, qu'elle déborde largement le cadre de ses obligations légales, en matière d'aide et d'action sociale.

En ce qui concerne les missions de base, une enveloppe salariale dépassant 250.000,00€ sera ainsi affectée à l'embauche d'articles 60§7 de manière à faire face à l'augmentation des demandes de R.I.S enregistrée depuis 2005. Elle constitue une réponse active pour faire face à l'ensemble des problèmes sociaux que rencontre au quotidien la partie de notre population la plus exposée aux effets de la crise actuelle.

Cette année sera marquée par l'inauguration de la crèche à Erbisoeul qui devrait être opérationnelle au cours du second semestre 2012. Une date précise étant cependant aléatoire, il ne nous a pas été possible de budgétiser avec précision les charges de personnel ainsi que des recettes de subsides de l'ONE qui financeront ces nouveaux emplois. Il ne fait toutefois aucun doute que notre Centre sera en mesure de mobiliser, si nécessaire, les moyens

financiers supplémentaires résultant de l'excédent financier du compte 2010 et celui attendu en 2011.

Dans une région qui manque cruellement de moyens d'accueil de la petite enfance, cette nouvelle infrastructure renforcera, au profit des jeunes parents de l'entité, l'éventail déjà considérable des services et établissements que le C.P.A.S. et la Commune déploient de manière complémentaire, pour leur permettre à la fois d'exercer leur activité professionnelle et d'élever leurs enfants dans des conditions optimales.

Soulignons également le succès du service de garde d'enfants malades à domicile, et celui de la plaine de jeux d'été dont la fréquentation croît chaque année.

Financièrement, les crédits affectés aux services destinés aux jeunes dépassent largement le million d'euros (1,3 Mo), soit le quart des dépenses prévues au budget 2012.

Attentif à la jeunesse et à la population active de sa commune, le C.P.A.S. de Jurbise est également à l'écoute des besoins de ses aînés. Afin de parfaire l'offre des services qui permettent le maintien des personnes âgées à domicile, notre Centre a introduit une demande auprès de la Région wallonne qui devrait permettre d'intensifier la fréquence et la nature des ses prestations du SAF, y compris la nuit et le week-end. Plus de trente aides familiales assureront la fourniture des repas à domicile et effectueront les prestations de plus en plus diversifiées du service d'aide aux familles et aux personnes âgées.

Notre programme d'actions au bénéfice des personnes âgées se traduira aussi par la construction de deux nouvelles maisons au Clos du Mont Speloir.

Sur le plan financier, budget 2012 bénéficie des efforts de compression ou de stabilisation de toutes les catégories de dépenses réalisés par le C.P.A.S. Lors de sa confection, nous avons pu nous appuyer sur les réserves financières constituées au cours des deux derniers exercices précédant. Malgré une inflation attendue de 2,5%, le budget 2012 enregistre une diminution de 2,6% de ses dépenses à l'exercice propre.

En recettes, l'équilibre est atteint grâce à la dotation communale, proche d'1,2 millions d'euros. Le soutien de la Commune est d'autant plus précieux que le budget 2012 a du intégrer un nouveau recul conséquent du Fonds Spécial de l'Action sociale. Précisons que les différents subsides et subventions se chiffrent approximativement à 2,82 millions d'euros et couvrent plus de 60% des besoins de financement du Centre. L'apport financier de la commune représente quant à lui le quart de ses ressources tandis que les recettes de prestations couvrent le solde de 12,5%.

En conclusion, le budget 2012 parvient à concilier l'objectif d'une politique ambitieuse de développement des services au profit d'une population jurbisienne en forte croissance démographique, dans une limite qui reste supportable pour les finances communales.

Au niveau strictement financier, nous devons cependant rester attentifs. Nous avons en effet constaté que la tutelle a limité le renouvellement des conventions APE à la seule année 2012. Une réforme fédérale semble prévoir la réduction de l'attractivité du système dans les prochaines années. A terme, une autre réforme pourrait menacer l'efficacité de notre politique de réinsertion socioprofessionnelle, laquelle nous permet actuellement de maintenir un taux remarquablement bas de R.I.S. dans notre commune. Il va sans dire qu'une telle mesure sanctionnerait injustement les C.P.A.S. - dont le nôtre - qui ont fait preuve du plus grand dynamisme social.

Dans cette période où la récession économique et les plans d'austérité budgétaires rendent plus difficile le quotidien de nos concitoyens et plus incertaines leurs perspectives d'avenir,

le budget 2012 et les projets initiés par notre C.P.A.S., le plus souvent en étroite collaboration avec la Commune, constituent une réponse ambitieuse et raisonnée aux besoins sociaux de la population jurbisienne. Ils se traduisent par le développement et l'ouverture de services et d'infrastructures favorisant le bien-être des Jurbisiens dans le cadre d'une solidarité intergénérationnelle.

J'ai par conséquent l'honneur de soumettre à votre approbation, Madame la Bourgmestre, Chers Collègues, le budget du C.P.A.S. de Jurbise de l'année 2012.

Je vous remercie de votre attention.

Madame SENECAUT, au nom du groupe PS, prend bonne note du travail effectué par le C.P.A.S., mais s'étonne de l'accroissement de la mise au travail via des articles 60§7 et que le Président du C.P.A.S. mentionne les problèmes sociaux que rencontre au quotidien la partie de notre population la plus exposée aux effets de la crise actuelle.

Sur cette base, la volonté politique de la Commune de refuser de présenter un programme d'action en matière de logement pour les années 2012-2013 est surprenant.

Elle soulève la volonté du C.P.A.S. de construire deux nouvelles maisons dans le cadre du « Mont Spéloir » en plus des dix maisons déjà existantes, mais s'interroge cependant sur les critères et les modalités d'attributions des maisons destinées aux personnes âgées et gérées par le C.P.A.S.

La Présidente précise la tenue d'une liste d'attente pour l'attribution des ces maisons, qu'une enquête sociale est réalisée par le Centre avant l'attribution et énumère les principaux critères.

Madame SENECAUT demande si cette façon de faire n'est pas la mise en œuvre d'une volonté de contourner la réglementation appliquée aux sociétés de logement et estime que ceci s'apparente à du clientélisme.

La Présidente précise que la Commune et le C.P.A.S. de Jurbise n'ont rien à envier à la gestion des différentes sociétés de logement de la région.

Le Président du C.P.A.S. trouve l'intervention de Madame SENECAUT déplacée et hors de propos et rappelle enfin que le point 5 de l'ordre du jour traite du budget du Centre Public de l'Action Sociale et non de la réglementation sur l'attribution des logements sociaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête, par 15 voix pour et 5 abstentions, le budget du Centre Public de l'Action Sociale des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2012.

6. JURIDIQUE – MP 2012-01-SG RELATIF A LA LOCATION D'UN DISTRIBUTEUR DE BOISSONS POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE - MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

Présentation du dossier par la Présidente.

Mademoiselle MORCLETTE fait remarquer que l'article 5 de la délibération est en contradiction avec l'article 4 et qu'il devrait être supprimé. Elle mentionne également que la location en question sera réalisée au bénéfice du Bureau de Police locale. Elle demande, ensuite, si le coût de la location sera imputé sur le budget de fonctionnement de la Zone de Police. Il lui est répondu par la négative.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-01-SG relatif au marché "Location d'un distributeur de boissons pour l'Administration communale" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 600,00 € hors TVA ou 726,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que la date du 16 mars 2012 à 15.00 h est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration;

Attendu que les crédits suffisants seront prévus en modification budgétaire n°1 du budget ordinaire de l'exercice 2012, article 330/12312.2012, et seront financés par un emprunt ;

Décide, à l'unanimité :

- Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-01-SG et le montant estimé du marché "Location d'un distributeur de boissons pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 600,00 € hors TVA ou 726,00 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. – De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.
- Article 3. – De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 16 mars 2012 à 15.00 h.
- Article 4. – Les crédits suffisants seront prévus en modification budgétaire n°1 du budget ordinaire de l'exercice 2012, article 330/12312.2012, et seront financés par un emprunt.
- Article 5. – Un exemplaire de la présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur intérimaire.
-

7. JURIDIQUE – MP 2012-02-SG RELATIF A UNE PRESTATION UNIQUE DE NETTOYAGE DES BATIMENTS DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE JURBISE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Présentation du dossier par la Présidente.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-02-SG relatif au marché "Prestation unique de nettoyage des bâtiments de l'Administration communale de Jurbise" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2012, articles 104 et 762/12506.2012 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-02-SG et le montant estimé du marché "Prestation unique de nettoyage des bâtiments de l'Administration communale de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2012, articles 104 et 762/12506.2012

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. JURIDIQUE – MP 2012-03-SG-CL RELATIF A L'ACQUISTION DE MATERIEL DE SONORISATION (MICROPHONES ET HAUTS PARLEURS) POUR UNE SALLE CULTURELLE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Présentation du dossier par la Présidente.

Madame SENECAUT interpelle la Présidente au sujet du permis d'environnement de la salle culturelle « Jacques Galant » et de la problématique de nuisance sonore engendrée par les différentes activités. Elle se demande s'il n'y a pas lieu de revoir l'acquisition de ce matériel.

La Présidente souligne qu'un dossier en justice est ouvert et qu'elle ne fera aucun commentaire à ce sujet.

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer que le 2^{ème} critère d'attribution du marché portant sur la qualité du matériel, lui semble aléatoire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-03-SG-CL relatif au marché "Acquisition de matériel de sonorisation pour une salle culturelle" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 762/74451:20120031 et sera financé par un emprunt ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit pourra être augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-03-SG-CL et le montant estimé du marché "Acquisition de matériel de sonorisation pour une salle culturelle", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise.

- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 762/74451:20120031.
- Article 4. - Ce crédit pourra faire l'objet d'une prochaine modification budgétaire.
- Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

9. JURIDIQUE – MP 2012-10-SG-FC RELATIF A L'ACQUISITION DE DEUX ORDINATEURS PORTABLES POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

Présentation du dossier par la Présidente.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2012-10-SG-FC pour le marché "Acquisition de 2 ordinateurs portables pour l'Administration communale";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.700,00 € hors TVA ou 2.057,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 104/74253:20120012.2012 (n° de projet 2012-0012), et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2012-10-SG-FC et le montant estimé du marché "Acquisition de 2 ordinateurs portables pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 1.700,00 € hors TVA ou 2.057,00 €, 21% TVA comprise

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 104/74253:20120012.2012 (n° de projet 2012-0012).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. CULTURE – LOCATION ET MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – LOCATION DE L'ORANGERIE POUR LA DODGE COMPANY (PRESENTATION DE VEHICULES MILITAIRES LES 22, 23 ET 24 JUIN 2012° - DEROGATION A L'ARTICLE 23 DU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES - APPROBATION

Présentation du dossier par la Présidente.

Madame SENECAUT fait remarquer qu'elle ne voit aucun lien entre l'activité proposée par la « Dodge Compagny (présentation de véhicules militaires les 22, 23 et 24 juin 2012) et les activités culturelles prévues à l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales. De plus elle s'interroge sur la compatibilité de l'organisation avec les limites fixées par le permis d'environnement.

Mademoiselle MORCLETTE souligne qu'au vu du montant réclamé par la Commune aux organisateurs, sachant que le nettoyage et l'assurance sont toujours dus, l'application de l'article 23 est une mise à disposition gratuite du local.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courrier du 5 janvier 2012 de la DODGE COMPANY, il est proposé de mettre la salle de l'Orangerie à sa disposition du 22 au 24 juin 2012, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une manifestation regroupant des véhicules militaires anciens ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 125 € ;

Considérant que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 9 janvier 2012 ;

Décide :

Par 15 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions

Article 1^{er} : De mettre à disposition de la DODGE COMPANY la salle de l'Orangerie, du 22 au 24 juin 2012, et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant forfaitaire de 125 €. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens.

Article 2 : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal intérimaire pour disposition.

**11. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE DU 22 NOVEMBRE 2011 –
STATIONNEMENT RESERVE AUX BUS SCOLAIRES ET AUX PERSONNES
HANDICAPEES DANS LA RUE DU BOIS DE GENLY – RETRAIT DE LA
DELIBERATION FAISANT DOUBLE EMPLOI AVEC LA DELIBERATION DU
09 MARS 2010 - INFORMATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé que le règlement complémentaire sur le roulage du 22 novembre 2011 et relatif au stationnement réservé aux bus scolaires et aux personnes handicapées dans la rue du Bois de Genly fait double emploi avec la délibération du 09 mars 2010.

12. TRAVAUX – MP 2011-42-SG-GU RELATIF A LA DESIGNATION D’UN PRESTATAIRE POUR L’ENTRETIEN ET LA REPARATION DES SYSTEMES DE CHAUFFAGE DE LA COMMUNE, DU C.P.A.S. ET DES FABRIQUES D’EGLISE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE s’interroge sur la durée du marché.

L’Echevin des Travaux lui indique que le marché est annuel.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 120;

Vu l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l’arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-42-SG-GU relatif au marché “Désignation d'un prestataire pour l'entretien et la réparation des systèmes de chauffage de la Commune, du CPAS et des Fabriques d'Eglise” établi par le Service Juridique;

Considérant que ce marché est divisé en lots:

* Lot 1 (Installations communales excepté Château communal : Salle Galant, hall de maintenance, services administratifs et police), estimé à 991,73 € hors TVA ou 1.199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 2 (A.L.E. (ancienne Conciergerie)), estimé à 247,93 € hors TVA ou 300,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 3 (Ecole communale d'Herchies - sections gardienne, primaire et bibliothèque), estimé à 578,51 € hors TVA ou 700,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 4 (Ecole communale d'Erbiseoul), estimé à 578,51 € hors TVA ou 700,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 5 (Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean), estimé à 826,44 € hors TVA ou 999,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 6 (Salle des fêtes de Vacresse), estimé à 247,93 € hors TVA ou 300,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 7 (Vestiaires du F.C. Vacresse), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 8 (Crèche de Masnuy-Saint-Jean et service social), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 9 (Crèche d'Herchies et services administratifs), estimé à 413,22 € hors TVA ou 500,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 10 (Eglise Saint Martin d'Herchies), estimé à 413,22 € hors TVA ou 500,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 11 (Eglise Saint-Eloi de Jurbise), estimé à 413,22 € hors TVA ou 500,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 12 (Maison sociale 1), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 13 (Maison sociale 2), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 14 (Maison sociale 3), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 15 (Maison sociale 4), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise

* Lot 16 (Maison sociale 5), estimé à 165,28 € hors TVA ou 199,99 €, 21% TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 5.867,67 € hors TVA ou 7.099,91 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2012, articles 421/12506.2012, 722/12506.2012, 762/12506.2012 ainsi que 104, 8013, 8351, 837, 8443 et 924/125-06 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-42-SG-GU et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour l'entretien et la réparation des systèmes de chauffage de la Commune, du CPAS et des Fabriques d'Eglise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.867,67 € hors TVA ou 7.099,91 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2012, articles 421/12506.2012, 722/12506.2012, 762/12506.2012 ainsi que 104, 8013, 8351, 837, 8443 et 924/125-06.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**13. TRAVAUX – MP 2011-15-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UN CAR
POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION,
CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-15-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un car pour l'Administration communale" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 110.000,00 € hors TVA ou 133.100,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général;

Attendu que la première procédure de marché public organisée pour l'acquisition d'un car pour l'Administration communale a été arrêté le 19 septembre 2011 sur décision du Collège communal ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense a été inscrit en modification budgétaire n° 2 du budget extraordinaire de l'exercice 2011, et que ce crédit sera reporté sur l'exercice 2012 ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-15-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un car pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 110.000,00 € hors TVA ou 133.100,00 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- Article 4. - Le crédit permettant cette dépense a été inscrit en modification budgétaire n° 2 du budget extraordinaire de l'exercice 2011, et sera reporté sur l'exercice 2012
- Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

**14. TRAVAUX – MP 2012-04-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE
D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGE EN FONTE – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-04-SG-GU relatif au marché “Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte” établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.042,32 € hors TVA ou 4.891,21 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-04-SG-GU et le montant estimé du marché “Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.042,32 € hors TVA ou 4.891,21 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018).

**15. TRAVAUX – MP 2012-05-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE
D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN PVC – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-05-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC " établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.487,60 € hors TVA ou 1.800 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-05-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC ", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés

publics. Le montant estimé s'élève à 1.487,60 € hors TVA ou 1.800 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**16. TRAVAUX – MP 2012-06-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE
D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN BETON – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-06-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-06-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

17. TRAVAUX – MP 2012-07-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE DE MATERIAUX (BETON, SABLE, STABILISE, ...) POUR LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DES VOIRIES ET EGOUTTAGES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

Mademoiselle MORCLETTE fait remarquer que le 2^{ème} critère d'attribution étant la distance entre la Commune et l'implantation du fournisseur, il serait plus équitable d'appliquer le principe de la règle de trois lors de l'attribution des points. Elle estime que le recours à l'un des critères d'attribution (implantation géographique du soumissionnaire) contribue à faire de cette procédure un « marché dirigé ».

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-07-SG-GU relatif au marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE par : 18 voix pour et 2 absentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-07-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages", établis par le Service

Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 € 21% TVA comprise.

- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73560 :20018.2012 (n° de projet 2012-0018).
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. TRAVAUX – MP 2012-08-SG-GU RELATIF A L'ACHAT D'ELEMENTS DE SIGNALISATION ROUTIERE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2012-08-SG-GU pour le marché "Achat d'éléments de signalisation routière";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, art. 423/74152 :20120050.2012, et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er - D'approuver la description technique N° 2012-08-SG-GU et le montant estimé du marché "Achat d'éléments de signalisation routière", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au au budget extraordinaire de l'exercice 2012, art. 423/74152 :20120050.2012.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

**19. TRAVAUX – REIMPLANTATION DU CHEMIN VICINAL N°10 DENOMME
«VOIE NISOLE » - TRONCON COMPRIS ENTRE SON INTERSECTION AVEC
LES CHEMINS VICINAUX N°1 ET 6, PLANS DE BORNAGE - APPROBATION**

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la décision du Collège Communal de procéder à la réimplantation du chemin vicinal n° 10 dénommé « Voie Nisole » à Jurbise - Tronçon compris entre les chemins vicinaux n° 1 et 6 ;

Vu la demande faite en date du 31.08.2010 à la Province de Hainaut – H.I.T. pour réimplanter le chemin vicinal n° 10 dénommé « Voie Nisole » à Jurbise - Tronçon compris entre les chemins vicinaux n° 1 et 6 ;

Vu l'enquête menée par le Hainaut Ingénierie Technique auprès des propriétaires riverains ;

Vu le rapport et les plans dressés par le Hainaut Ingénierie Technique et transmis à la Commune de Jurbise le 25.11.2011 ;

Attendu que les plans dressés par le H.I.T. ont été établis sur base du plan de bornage approuvé par le Conseil Communal de Jurbise le 27.05.1891 et par la Députation Permanente de la Province de Hainaut le 10.07.1891 ;

Attendu qu'aucun riverain n'a pu présenter d'éléments contradictoires au projet de réimplantation ;

Vu la nécessité d'approuver les 2 plans d'implantation du chemin vicinal n° 10 dénommé « Voie Nisole » à Jurbise - Tronçon compris entre les chemins vicinaux n° 1 et 6 afin de procéder au bornage de celui-ci ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

DECIDE : par 19 voix pour, 1 voix contre

Article 1^{er} . - D'approuver les 2 plans d'implantation du chemin vicinal n° 10 dénommé « Voie Nisole » à Jurbise - Tronçon compris entre les chemins vicinaux n° 1 et 6.

Article 2. - De transmettre la présente délibération à la Province de Hainaut – H.I.T pour poursuivre sa mission et procéder au bornage de la voirie.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

20. TRAVAUX – MODIFICATION DU PROGRAMME TRIENNAL DES TRAVAUX 2010-2012. EGOUTTAGE DE LA RUE DU PLOUYS ET DE LA PLACE D'ERBAUT – PRIORITE N°2 DE L'ANNEE 2011 – SOLLICITATION POUR LE REPORT DES TRAVAUX EN 2012 - APPROBATION

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu le décret du 21.12.2006, relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêts publics ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville en date du 18.01.2010 ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 03.08.2010 arrêtant le programme triennal des travaux 2010-2011-2012 ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 25.02.2011 approuvant le programme triennal des travaux 2010-2012 ;

Attendu que l'auteur de projet (I.D.E.A.) n'a pas encore rédigé et adressé le projet d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut à la Commune de Jurbise ;

Attendu que le dossier d'attribution des travaux pour la réalisation de l'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut n'a par conséquent pas pu être introduit auprès du Service Public de Wallonie ;

Vu le courrier de la DGO1 du Service public de Wallonie en date du 07.12.2011 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal de solliciter auprès du Service Public de Wallonie la modification du programme triennal des travaux 2010-2011-2012 reportant en 2012 les travaux d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut (Priorité n° 1 de l'année 2011) ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} - De solliciter auprès du Service Public de Wallonie la modification du programme triennal des travaux 2010-2011-2012, reportant en 2012 les travaux d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut (Priorité n° 1 de l'année 2011).

Article 2. - De transmettre un extrait de la présente délibération au Service Public de Wallonie pour approbation.

Article 3. – De transmettre un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A. (organisme d'assainissement agréé par la S.P.G.E.) et à Monsieur le Receveur Communal intérimaire pour disposition.

21. TRAVAUX – EQUIPEMENT DE LA SERVITUDE DE LA DREVE A ERBISOEUL. RACCORDEMENT ELECTRIQUE DE LA CRECHE COMMUNALE D'ERBISOEUL – DEPLACEMENT D'INSTALLATIONS, DELIBERATION DU COLLEGE COMMUNAL DU 09 JANVIER 2012 – RATIFICATION

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'urgence et notamment l'article L1311-5, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09.01.2012 approuvant la prise en charge des travaux de déplacement d'installations électriques à la servitude de la Drève à Erbisoeul pour un montant de 8.346,18 € T.V.A comprise.

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2012;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} . - De ratifier la délibération du Collège Communal du 09.01.2012 approuvant la prise en charge des travaux de déplacement d'installations électriques à la servitude de la Drève à Erbisoeul pour un montant de 8.346,18 € T.V.A comprise.

Article 2. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. TRAVAUX – AUTEUR DE PROJET POUR L'ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIE – EXERCICE 2010 – DELIBERATION DU COLLEGE DU 12 AVRIL 2010 - RATIFICATION

Présentation du dossier par l'Echevin des Travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal et L1222-4 relatif aux compétences du collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la nécessité de désigner un auteur de projet pour l'étude de projet pour les Travaux d'entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2010;

Vu la délibération du Collège Communal du 12.04.2010 attribuant le marché ayant pour objet « Etude de projet pour les Travaux d'entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2010 » au Hainaut Ingénierie Technique au taux d'honoraires de 1,5 %, soit un montant de 619,83 € hors TVA ou 750,00 €, 21% TVA comprise etc, sur base du montant de 50.000,00 € inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2010 pour la réalisation des travaux, et décidant d'inscrire les crédits nécessaires pour couvrir la dépense en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire de l'exercice 2010 ;

Vu l'absence de délégation au Collège communal, en 2010, pour la réalisation de marchés publics à l'extraordinaire d'un montant unitaire inférieur ou égal à 5.500 € HTVA ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense n'a pas été inscrit en modification budgétaire n° 1 du budget extrordinaire 2010 comme prévu;

Considérant que des crédits appropriés devront être inscrits en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire de l'exercice 2012;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} - De ratifier la délibération du Collège Communal du 12.04.2010 attribuant le marché ayant pour objet « Etude de projet pour les Travaux d'entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2010 » au Hainaut Ingénierie Technique au taux d'honoraires de 1,5 %, et décidant d'inscrire les crédits nécessaires pour couvrir la dépense en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire de l'exercice 2010.

Article 2. – Les crédits nécessaires pour couvrir la dépense seront inscrits en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire de l'exercice 2012.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

23. QUESTIONS ORALES

Madame SENECAUT revient sur la problématique des logements sociaux et fait référence à l'émission de la RTBF qui a mis face à face le Ministre NOLLET et la Bourgmestre. Elle pose deux questions à la Présidente :

- Quelle assurance peut avoir le Conseil communal par rapport aux amendes qui risquent d'être imposées à Jurbise suite à la décision de ne pas présenter de programme communal d'action en matière de logement 2012-2013 ?
- La majorité a-t-elle fermé toutes les portes par rapport aux propositions du Ministre et en outre celle de verser un montant de 1.000.000€ à la Commune, si celle-ci s'engageait à construire 15 logements.

La Présidente précise que le projet de décret du Ministre NOLET est toujours en discussion au Parlement Wallon, que sa proposition est malhonnête dans la mesure où la somme proposée par le Ministre correspond aux 60% subsidiés, mais que le solde des 40% reste à charge de la Commune et que d'autre part, elle a reçu un large soutien de la population jurbisienne et que dès lors, sa position en matière de logement sociaux restera inchangée.

La Présidente estime que les citoyens de Jurbise qui connaissent une situation difficile doivent être privilégiés.

Madame SENECAUT rétorque que si les 40% non subsidiés représentent une somme importante, quid de la construction de maisons sur fonds propres par le C.P.A.S. ? Si ce n'est la volonté d'échapper totalement au contrôle des attributions.

Le Président du C.P.A.S. rétorque que si la construction des deux maisons se fait sur fonds propres, c'est dû à la bonne gestion de son Centre, et qu'il est normal que cela bénéficie aux jurbisien et pour conclure, que tant lors de l'attribution

des logements, que pour tout autre dossier, le C.P.A.S. a toujours fait preuve d'une totale impartialité vis-à-vis des demandeurs.

Monsieur MULLER questionne la Présidente sur la suite donnée à la visite de Monsieur Yves VASSEUR dans le cadre de Mons2015.

La Présidente précise que la Commune de Jurbise est toujours partie prenante dans les activités de Mons 2015 et qu'elle verse un montant de 250€ par an pour l'organisation.
